

Frédéric Charles /  
Philippe Cibois

## L'ÉVOLUTION DE L'ORIGINE SOCIALE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE SUR LA LONGUE DURÉE : RETOUR SUR UNE QUESTION CONTROVERSÉE

*Résumé : Dans cet article, nous comparons deux manières d'aborder la question de l'évolution de l'origine sociale des enseignants du primaire sur une longue période (1964-1997 et 1955-2001). La première méthode, utilisée par L.A. Vallet et A. Degenne (2000), consiste à mobiliser une série d'enquêtes de l'Insee (FQP/Emploi) afin de montrer que l'évolution constatée de l'origine sociale des enseignants au cours de cette période est en phase avec l'évolution de la population active. La seconde méthode, en analysant à travers des enquêtes de terrain, l'évolution de l'origine sociale des accédants au métier d'enseignant du primaire arrive à des conclusions très différentes. Devant ces résultats contradictoires, nous essayons de montrer pourquoi la première méthode ne nous semble pas appropriée pour saisir l'ampleur de l'évolution du recrutement social des enseignants du primaire au cours des dernières décennies et ses effets sur le mode de fonctionnement de l'École, notamment dans la diffusion des savoirs scolaires auprès des enfants des milieux populaires.*

L'analyse de l'origine sociale des professionnels ou des individus qui rejoignent un groupe professionnel n'est pas seulement une étape obligée, une concession à la sociologie générale. Au contraire, comme le fait remarquer justement Alain Quemin (2002), c'est une étape essentielle dans la mesure où elle permet d'une part de mieux situer la place occupée par un groupe professionnel à un moment donné dans l'espace social et d'autre part de mieux appréhender les pratiques professionnelles dont bon nombre ne deviennent compréhensibles qu'à la lumière de compétences acquises et d'expériences vécues dans l'enfance et l'adolescence au sein de la sphère familiale. Si un groupe social/professionnel a tendance à recruter en majorité ses membres dans le haut de la hiérarchie sociale existante, il y a de fortes chances pour qu'il soit lui-même relativement bien situé au sein de la structure sociale. Le fait de s'intéresser à l'origine sociale des enseignants et à son évolution au cours de temps n'est donc pas une opération neutre et ceci à plusieurs niveaux. Tout d'abord, cela permet de situer cette profession au sein de la hiérarchie sociale et d'objectiver les luttes non concertées que se livrent les individus pour accéder à un moment donné à ce groupe professionnel. Ensuite, selon la génération concernée et la période

prise en compte, les résultats observés peuvent mettre en avant, les difficultés ou les facilités rencontrées par certaines générations issues de groupes sociaux différents pour s'insérer sur le marché du travail ou un de ses segments en consolidant ou en améliorant leur position sociale (Chauvel, 1998).

D'une manière générale, les dernières enquêtes sur les accédants à la profession de professeurs des écoles montrent que la figure dominante des futurs enseignants formés par les IUFM est une femme<sup>1</sup> issue du côté du père en majorité des classes supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes, pour qui l'accès au groupe professionnel s'est traduit très fréquemment par une promotion sociale vis-à-vis de l'activité occupée par sa mère (Perrier, 2001 ; Charles et Legendre, 2006 ; Charles 2006). Par ailleurs, à la fin des années 90, la thèse défendue par certains chercheurs (Ida Berger, 1979 ; Charles, 1988 ; Charles et Clément, 1997 ; Charles et Roussel, 1997) selon laquelle on avait assisté au cours des quarante dernières années à la fermeture progressive de l'accès à la profession d'instituteur (ice) pour les personnes issues des catégories populaires (ouvriers, employés, petits artisans, commerçants et agriculteurs) semblait faire consensus au sein de la communauté scientifique des sociologues. Cette thèse était largement vérifiée ou reprise par ces derniers lorsqu'ils abordaient cette question (Thélot 1994 ; Cacouault et Oeuvrard 1995 ; Dubet 1996 ; Duru-Bellat et van Zanten 1992 et 1999 ; Ramé 1999 ; Geay 1999).

Cependant en 2000, dans un article paru dans la revue *Éducation et Formations* éditée par le ministère de l'Éducation nationale, Louis-André Vallet et Annick Degenne se sont employés à réfuter cette thèse<sup>2</sup>. En mobilisant toutes une série d'analyses secondaires de l'Insee produites entre 1964 et 1997, ils arrivent à la conclusion que « *l'évolution du recrutement social des instituteurs ou des professeurs du second degré apparaît largement en phase avec celle observée pour toute la population active occupée. Du point de vue de leur milieu d'origine, il n'y a donc eu ni embourgeoisement<sup>3</sup>, ni déclassement des enseignants* » (Vallet et Degenne,

1/ Depuis la création des IUFM en 1991, le taux de féminisation des accédants a toujours été supérieur à 84 %.

2/ Cet article est lui même issu d'un rapport commandité par ministère de l'Éducation nationale et la DEP et publié un an plus tôt sous le titre : *L'Origine sociale des enseignants par sexe et niveau d'enseignement*. (Vallet et Degenne, 1999).

3/ Le terme d'embourgeoisement est repris ici tel quel et sans guillemet par Vallet et Degenne en réaction aux travaux d'Ida Berger qui l'utilise dans sa seconde enquête sur les instituteurs (Berger, 1979). Les deux auteurs reprennent cette expression à leur compte, expression dont il faut bien reconnaître qu'elle est chargée de toutes les connotations de la controverse sur les classes sociales des années 70. Dans le cours de cet article, nous suivrons l'usage de Vallet et Degenne en utilisant ce terme en lui attribuant un simple sens technique d'accroissement du poids des catégories des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires dans la composition de l'origine sociale des enseignants du primaire.

2000 : 33). Leurs conclusions eurent rapidement un écho positif dans la communauté des chercheurs, notamment parmi ceux qui aborderont dans leurs travaux à un moment donné la question de l'origine sociale des enseignants (Dubet, 2002 : 122 ; Cacouault et Oeuvarard, 2003 : 90 ; Rayou et van Zanten, 2004 : 19 ; Jabouin, 2007 : 131).

L'objectif de cet article est de revenir sur cette question de l'évolution de l'origine sociale des enseignants car il nous semble que la thèse que nous défendions initialement est toujours valide. Dans un premier temps, nous allons donc exposer et expliquer les résultats des enquêtes menées à ce sujet. Nous montrerons dans quel contexte sociohistorique spécifique s'inscrit cette évolution de l'origine sociale des enseignants du primaire objectivée par des enquêtes de terrain, et quels sont les enjeux sociaux, politiques et pédagogiques sous-jacents à cette transformation. Ensuite, nous reviendrons sur les analyses et la méthode proposées par Louis-André Vallet et Annick Degenne. Nous expliciterons alors pourquoi selon nous elles ne nous semblent pas vraiment appropriées pour infirmer notre thèse et objectiver l'ampleur des transformations qui se sont produites dans le recrutement social des enseignants du primaire à partir de la fin des années 70, transformations dont on verra qu'elles ont été logiquement pérennisées avec la création des IUFM.

## ■ L'ÉVOLUTION DU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ENTRE 1955 ET 2001 : UN RECRUTEMENT DE MOINS EN MOINS POPULAIRE

L'évolution morphologique du groupe professionnel des enseignants du primaire se caractérise par une double mutation de grande ampleur au cours des cinquante dernières années : il s'agit d'une part d'un accroissement de sa féminisation historiquement déjà importante (Jacquet-Francillon, 1997 ; Chanet, 2007<sup>4</sup>) et d'autre part d'un recrutement de moins en moins populaire. Par ce terme, il faut comprendre un processus amorcé au milieu des années 60 et repéré par Ida Berger au cours de ses différentes enquêtes de terrain (1964 et 1979) sur les enseignants du primaire. Ce processus se traduira par une arrivée de plus en plus importante dans la profession d'instituteur de jeunes femmes issues des classes moyennes et

**L'évolution morphologique des enseignants du primaire se caractérise par une double mutation au cours des cinquante dernières années : il s'agit d'une part d'un accroissement de sa féminisation et d'autre part d'un recrutement de moins en moins populaire.**

4/ En 2007, la profession des enseignants du primaire est féminisée à 80,7 % (*Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, 2007 : 277). Cependant, cette féminisation était déjà importante dès le début du xx<sup>e</sup> siècle puisqu'en 1911, les femmes constituaient 58,2 % de la profession. En 1937, ce taux était de 67,3 % (Jacquet-Francillon, 1997 : 2).

supérieures. Conjointement à cette arrivée, les personnes issues des milieux populaires qui caractérisaient alors le recrutement de cette profession seront de moins en moins présentes. Si les transformations de l'origine sociale des instituteurs sont à mettre en relation avec l'évolution concomitante de la structure sociale de la population active au cours des cinquante dernières années, les modifications observées ne peuvent se réduire seulement à l'évolution de la structure sociale. Sans revenir sur les analyses longuement développées antérieurement (Charles 1988), on rappellera que le recrutement populaire de l'institutariat des années cinquante et soixante, s'appuyait sur un état du système éducatif spécifique dans lequel l'enseignement primaire et secondaire n'étaient pas encore unifiés et où une fraction conséquente des élèves arrêtaient leur scolarité à 16 ans voire avant cet âge (Prost, 1968). Néanmoins, le dispositif des Écoles Normales avec leur internat et le concours d'entrée en fin de 3<sup>e</sup> permettait alors à de jeunes élèves des milieux populaires d'accéder au baccalauréat et d'obtenir une promotion sociale importante, tout en étant socialisé à leur futur métier sur un modèle normatif et prescriptif. Au milieu des années soixante-dix, la généralisation du recrutement des futurs instituteurs au niveau du baccalauréat freinera considérablement cette dynamique de mobilité sociale. En effet, non seulement le niveau de recrutement exigé contribuera à écarter une fraction importante des prétendant(e)s antérieurs mais, ces transformations se produiront au moment où les jeunes femmes issues des classes supérieures et moyennes vont, contrairement à leur mère, commencer à s'insérer massivement et durablement sur le marché de l'emploi (Maruani, 2003). L'intérêt nouveau porté par ces dernières pour la profession d'institutrice doit être mis en relation avec le développement considérable à partir des années soixante des postes dans les écoles maternelles<sup>5</sup> qui leur offrent cette possibilité d'articuler vie active et vie familiale (Cacouault, 2003). De même, l'attraction pour la profession chez les femmes originaires de ces milieux sociaux doit sans doute beaucoup aux réformes du système éducatif des années soixante qui, en réduisant l'âge des élèves scolarisés en primaire (10/11 ans contre 14/15 ans auparavant) contribueront à donner une nouvelle image à cette profession dont le public ne sera plus composé que d'enfants âgés entre 2 ans et demi et 11 ans.

Le fait de n'enseigner qu'à des enfants ou de très jeunes enfants et non plus à de jeunes adolescent(e)s parfois difficiles à maîtriser ainsi que d'exercer de plus en plus souvent en ville, compte tenu de

5/ Entre 1962 et 1984, le nombre de postes en maternelle a été multiplié par 2,6. Au cours de cette période, il est passé de 28 328 à 73 401 (Source : *Repères et Références statistiques*, 1988 : 71).

la forte urbanisation de la France après la seconde guerre mondiale, sont autant de facteurs qui vont rendre alors la profession nettement plus attractive pour ces femmes en rupture par rapport au modèle de leur mère cantonnée très souvent dans les activités domestiques. C'est au cours de cette période que l'image de l'instituteur, promoteur de la citoyenneté et d'une morale républicaine, va s'effriter progressivement pour laisser place à une conception plus « psychologisante », plus « maternante » de la profession qui mettra alors en avant l'éducation des jeunes générations à travers le développement de leur épanouissement personnel et de leur autonomie<sup>6</sup>. Cette « révolution culturelle » s'est produite d'abord dans les écoles maternelles. Comme le souligne justement Roger Roussel (1987 et 2002), c'est à partir du moment où l'école primaire est devenue la propédeutique de toutes les études pour tous les enfants, qu'une inversion des valeurs était inévitable, celle-ci s'opérant en modifiant la culture et le rapport à la culture de l'école primaire. Le changement opéré s'est fait ici en douceur, sur un demi-siècle, sans programmation explicite, par le remplacement progressif de son personnel qui fut au cours de ce processus autant la cause que la conséquence de cette transformation. Formulé un peu différemment, avec la très forte extension des écoles maternelles (Chamboredon et Prévot, 1974) et son utilisation intensive par les familles des classes supérieures et des classes moyennes (Plaisance, 1986 ; Cacouault et Oeuvarard, 1995), il était difficilement pensable pour elles de confier leurs très jeunes enfants à des enseignantes qui n'incarneraient pas à leurs yeux la culture et la socialisation légitime pour leur groupe. C'est bien à ce niveau que le changement de sexe et de catégories sociales s'est d'abord effectué avant de progresser vers le reste de l'enseignement primaire. C'est du moins ce que laissent entendre les analyses d'Éric Plaisance sur l'école maternelle et l'évolution des modèles éducatifs constatés au cours de la période allant de 1945 et 1980. En s'appuyant sur les travaux de Basil Bernstein (1975 et 1981) et sa sociologie de la transmission des savoirs, inaugurée au tournant des années cinquante et soixante, il en arrive aux mêmes conclusions que ce dernier : l'intensification de la fréquentation de l'école maternelle par les enfants issus des classes moyennes et supérieures en France expliquerait la pénétration de certaines de leurs valeurs au sein de cette école. Cependant, Éric Plaisance en s'appuyant sur les résultats des travaux d'Ida Berger émet l'hypothèse que l'emprise du modèle pédagogique expressif dans l'école maternelle moderne ne s'explique pas seulement par la scolarisation des enfants des classes moyennes et supérieures mais aussi par les effets de proximité sociale qui

6/ Cf. l'article de Bernard Lahire (2001) sur l'apparition de la notion d'autonomie à l'école primaire et les effets de sa diffusion auprès des élèves.

s'affirment de plus en plus entre les parents de ces enfants et les institutrices elles-mêmes (Plaisance, 1986 : 196). Pour les enseignants(es) qui ont reçu une formation professionnelle, ce rapport de complémentarité et de proximité a sans doute été aussi facilité par la socialisation professionnelle dispensée alors dans les Écoles Normales dont le mode de fonctionnement total au sens Goffmanien du terme et le modèle de formation subissaient au cours de cette même période de profondes transformations (Laprévotte, 1984, Charles, 1988, Geay, 1999), la nouvelle formation pédagogique par objectifs reçue par les futurs enseignants au début des années soixante-dix étant ainsi très proche du modèle pédagogique expressif/invisible décrit par Plaisance et Bernstein.

Les résultats de l'enquête initiale (Charles, 1988), avaient montré qu'à partir du début des années 70, la concurrence de plus en plus vive entre les candidats(es) pour le métier d'instituteur avait progressivement tourné à l'avantage des candidats(es) issu(e)s des classes supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes. L'enquête s'achevait en 1984 et ne concernait plus à cette époque que les normaliens bacheliers mais nous avons fait l'hypothèse que l'élévation progressive du niveau du recrutement dans le primaire (le DEUG à partir de 1986 puis la Licence en 1991) allait sans doute contribuer à maintenir voire à renforcer les nouvelles caractéristiques sociologiques des prétendants à l'institutariat observées sur l'académie de Paris à partir du milieu des années soixante-dix.

Depuis 1988, nous avons mené auprès des futurs enseignants formés par les Instituts de Formations des Maîtres trois enquêtes (Charles et Clément, 1987 ; Charles et Roussel, 1987 ; Charles et Legendre, 2006) dont les résultats, tous convergents, montrent que les transformations sociologiques au niveau de l'origine sociale des accédants à la profession d'instituteur (rice) constatées à partir de la fin des années soixante-dix se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui. De même, en 2001, le ministère de l'Éducation via sa Direction de l'Évaluation et du Développement (DEP) a effectué de son côté, une étude réalisée par Pierre Perrier (2001). Dans cette étude, la question de l'origine sociale des enseignants est abordée et ses résultats confirment ceux que nous avons trouvés.

Comme l'indique le tableau 1, sur une période de 45 ans et malgré l'évolution indéniable de la structure de la population active, on constate bien une baisse significative du taux de promotion sociale parmi les accédants au corps des enseignants du primaire. Alors que sur l'académie de Paris, la promotion sociale était massive et concernait pour la période 1955-1973 respectivement 68 % et 53,1 % des

normaliens recrutés avec le concours fin de 3<sup>e</sup> et post-baccalauréat, dans les dix années qui vont suivre (1974-84), elle va s'effondrer à 36,8 % (soit une baisse de 31 et 16,3 points selon le mode de recrutement considéré). Dans l'enquête de la DEP de 1988 qui porte sur un échantillon national de normaliens(nes) recrutés par le biais du concours Deug, le taux de promotion est un peu plus élevé (47,9 %) que sur Paris mais les futurs instituteurs sont toujours issus en majorité des classes supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes (52,2 %) catégories sociales qui sont surreprésentés par rapport à leur poids dans la population active. C'est le même constat qui s'impose quand on analyse les résultats des recherches sur les futurs professeurs des écoles formés par les IUFM et qui couvrent la période 1992-2002. Ici aussi, quel que soit l'IUFM considéré, qu'il soit de province (IUFM d'Alsace) ou de la région parisienne (IUFM de Versailles ou de Créteil), les futurs enseignants proviennent toujours en majorité des classes supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes. L'augmentation du taux de promotion sociale constatée sur l'IUFM de Créteil (plus 10 et 13 points par rapport à l'IUFM d'Alsace et de Versailles) ne doit pas faire illusion et induire l'idée d'un renversement de tendance. En fait, elle est liée d'une part à la désaffection relative pour cette académie et un de ses départements emblématiques, la Seine-Saint-Denis (le fameux 93) qui agissent comme un repoussoir auprès d'une partie des candidats potentiels issus des catégories supérieures et des fractions supérieures des classes moyennes de la région parisienne qui préfèrent tenter leur chance sur l'académie de Versailles ou de Paris. D'autre part, la moindre représentation de ces catégories sociales est aussi liée au fait qu'elles sont *de facto* moins présentes dans cette académie que dans les autres académies de la région parisienne (Guilly et Noyé, 2004 : 24-25). Quoi qu'il en soit, cette désaffection des futurs professeurs des écoles issus des classes supérieures pour l'académie de Créteil est compensée essentiellement par des lauréats issus des milieux populaires et des jeunes issus de l'immigration dont on a pu montrer qu'ils étaient fortement représentés sur l'IUFM de Créteil (Charles et Legendre 2006, Charles 2006).

Par ailleurs, malgré cette augmentation de la représentation des milieux populaires repérée localement, l'enquête comparative menée au niveau national par la DEP (Périer, 2001) auprès d'un échantillon de professeurs des écoles issus des IUFM en 1999 et d'anciens instituteurs dont 70 % au moment de l'enquête avaient au moins 50 ans, confirme la mutation objectivée dans nos différentes recherches. En effet dans cette étude, il ressort que 61 % des jeunes professeurs des écoles ont un père issu soit des professions intermédiaires (25 %), soit de la catégorie des cadres et des professions intellectuelles

supérieures (36 %), contre 34 % pour les anciens instituteurs (respectivement 18 % et 16 % dans ces deux catégories)<sup>7</sup>.

L'accroissement de la sélection liée dans un premier temps, à l'augmentation de la concurrence entre les candidat(e)s pour l'accès à l'institutariat et dans un second temps, à l'élévation du niveau de recrutement aura donc eu pour effet conjoint d'écarter une fraction importante des étudiant(e)s issu(e)s des milieux populaires et des fractions inférieures des classes moyennes, agents qui dans un état antérieur du système éducatif étaient les principaux bénéficiaires de ce qu'ils ressentaient comme une promotion sociale. Ce processus étudié en détail sur le département de Paris s'est donc généralisé à l'ensemble du territoire, l'évolution de la structure sociale ne pouvant à elle seule expliquer l'ampleur des modifications constatées. Il a été amplifié par les élévations successives et rapides du niveau de recrutement des enseignants du primaire qui s'est produite dans une conjoncture scolaire spécifique et paradoxale. En effet, ces élévations correspondront aussi à une période où l'effectif des bacheliers, des étudiants et des diplômés du supérieur qui pourront passer le concours du professorat des écoles sera en très forte progression. Pourtant, malgré cette « démocratisation » du système éducatif au cours des 20 dernières années, l'accès à l'enseignement supérieur et à ses diplômes est resté socialement très différencié.

**La mise en place des IUFM et les modalités de recrutement pour l'accès en première année vont contribuer à renforcer l'évolution des caractéristiques sociales des enseignants du primaire.**

Ainsi, malgré les ouvertures de l'enseignement secondaire et supérieur, la distribution de l'origine sociale des futurs professeurs des écoles est en fait pratiquement homologue à la distribution de l'origine sociale des étudiants accédant en second cycle de l'enseignement supérieur (cf. le tableau 2). La mise en place des IUFM et les modalités de recrutement pour l'accès en première année vont contribuer à renforcer l'évolution des caractéristiques sociales des enseignants du primaire, évolution dont on a vu qu'elle était déjà inscrite dans les faits, avant cette réforme.

7/ L'enquête porte sur 858 enseignants au total.

**TABLEAU 1**  
Evolution de l'origine sociale des futurs enseignants du primaire entre 1955 et 2003, selon la période et le mode de recrutement, tous genres confondus

Périodes de recrutement	1955-1973		1974-84		1988/89		1992/93		1996		2001/2		2000		1982		1990		1999 (a)		1999 (b)		
	EN Paris	EN Paris	EN Paris	EN Paris	EN France	IUFM Alsace	IUFM Versailles	IUFM Créteil	DEP National	Population active Région Parisienne Homme	Population active Région Alsace Homme	Population active Région Parisienne Homme	Population active Région Alsace Homme	Population active Région Parisienne Homme	Population active Région Alsace Homme	Population active Région Parisienne Homme	Population active Région Alsace Homme	Population active France (45-69 ans) Homme	Population active France (45-69 ans) Homme				
Type de concours	1	2	1+2	2	3	4	4	4	4														
Origine sociale du père																							
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,7	21,8	13,8	46	31	30,5	49	26,9	36	12,5	19	13,4	27,4	16,3									
Professions intermédiaires	20	24,9	21	23,6	21,2	34,8	18	28,3	25	14,8	20,6	19,3	20,8	19,8									
Total	<b>31,7</b>	<b>46,7</b>	<b>34,8</b>	<b>69,6</b>	<b>52,2</b>	<b>65,3</b>	<b>67</b>	<b>55,2</b>	<b>61</b>	<b>27,3</b>	<b>39,6</b>	<b>32,7</b>	<b>48,2</b>	<b>36,1</b>									
Employés	19,7	18,8	19,5	15,4	15,7	5,6	11	15,9	11	16,1	16,6	9,4	15,2	12,3									
Artisans/commerçants	11	9,1	11	6,4	13,3	7,6	8	8,2	10	8,2	7,5	4,9	13,2	11,2									
Agriculteurs	0,1	2,3	0,6	0,7	6,7	2,8	2	1,2	2	0,2	0,4	2		5,1									
Total	<b>30,8</b>	<b>30,2</b>	<b>31,1</b>	<b>22,5</b>	<b>35,7</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>25,3</b>	<b>23</b>	<b>24,5</b>	<b>24,5</b>	<b>16,3</b>	<b>28,4</b>	<b>28,6</b>									
Ouvriers	<b>37</b>	<b>23,1</b>	<b>34</b>	<b>14,3</b>	<b>12,2</b>	<b>18,7</b>	<b>11</b>	<b>19,5</b>	<b>16</b>	<b>44,9</b>	<b>35,9</b>	<b>51</b>	<b>23,4</b>	<b>35,3</b>									
Total : promotion sociale	<b>67,8</b>	<b>53,1</b>	<b>65,1</b>	<b>36,8</b>	<b>47,9</b>	<b>34,7</b>	<b>32</b>	<b>44,8</b>	<b>39</b>														
Autres										3,3													
Total général	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>						
Efficatif	2 035	558	2 593	733		253	545	572	368														

(1) Concours fin de 3<sup>e</sup>; (2) Concours post baccalauréat; (3) Concours Deug; (4) Concours licence.

Sources : Colomnes 1 à 4 : Charles F. (1988); Colonne 5 : Enquête Nationale DEP, 1988; Colonne 6 : Charles F. et Clément JP. (1997); Colonne 7 : Charles F. et Roussel R. (1997); Colonne 8 : Charles F. et Legendre F. (2006). Colonne 9 : Enquête nationale DEP, juin 2001, Colomnes 10-14 : Insee Recensements.

**TABLEAU 2**

Comparaison de l'origine sociale des étudiants selon le cycle d'étude (niveau national) avec l'origine sociale des futurs professeurs des écoles, selon l'IUFM

PCS du père	1 <sup>er</sup> cycle 1998/99		2 <sup>e</sup> cycle 1998/99		Rappel de la distribution des PCS d'origine des futurs professeurs des écoles entre 1993-2002			
	Homme	Femme	Homme	Femme	IUFM Alsace 1993	IUFM Versailles 1996	IUFM Créteil 2001	Enquête DEP 2000
Cadres supérieurs, professions libérales	<b>33,2</b>	<b>28,9</b>	<b>35,7</b>	<b>32,8</b>	<b>30,5</b>	<b>49</b>	<b>26,9</b>	<b>36</b>
Professions intermédiaires	<b>17,9</b>	<b>17,8</b>	<b>16,7</b>	<b>16,9</b>	<b>34,8</b>	<b>18</b>	<b>28,3</b>	<b>25</b>
<b>Total</b>	<b>51,1</b>	<b>46,7</b>	<b>52,4</b>	<b>49,7</b>	<b>65,3</b>	<b>67</b>	<b>55,2</b>	<b>61</b>
Employés	13,8	14,9	11,2	11,8	5,6	11	15,9	11
Artisans, commerçants	7,4	7,4	7,3	7,6	7,6	8	8,2	10
Agriculteurs	1,8	2,7	2	2,7	2,8	2	1,2	2
Ouvriers	<b>12</b>	<b>14,1</b>	<b>9,5</b>	<b>10,5</b>	<b>18,7</b>	<b>11</b>	<b>19,5</b>	<b>16</b>
Autres/Sans professions	13,8	14,2	17,5	17,6	/	/	/	/
Total	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Effectif	295 641	379 950	184 455	257 818	253	545	572	368

**Sources :** Colonnes 1-4 : données issues du tableau 2, p. 161 dans *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, 1999, DEP, p. 6 ; Colonnes 5, 6, 8 : Enquête IUFM d'Alsace, de Versailles et de Créteil. Colonne 8 : Enquête DEP, sur 429 professeurs des écoles interrogés en 2000. Échantillon national des PE affectés dans une école en 1999-2000 in Perrier P., *Devenir professeur des écoles, enquête auprès des débutants et anciens instituteurs*, Les dossiers, n° 123, juin 2001, p. 20.

## ■ UNE NOUVELLE APPROCHE CRITIQUE DE LA QUESTION : PRÉSENTATION ET DISCUSSION

Comme nous l'évoquions dans l'introduction de cet article, cette thèse a donc été fortement remise en question par Louis-André Vallet et Annick Degenne en 2000 et les conclusions de leurs travaux ont trouvé rapidement un écho favorable au sein de la communauté des sociologues qui ont abordé la question de l'origine sociale des enseignants du primaire. En effet, dans un article relativement court (sept pages), les deux auteurs s'emploient à démontrer que les évolutions du recrutement social des instituteurs constatées par certains chercheurs sont loin d'avoir eu une telle ampleur et qu'elles sont « *largement en phase avec celle observée pour toute la population active occupée* ». Selon ces auteurs, on ne peut guère évoquer à leur sujet un embourgeoisement. Plus précisément, ils commencent leur article par une brève recension des travaux/articles ayant abordé la question en distinguant les enseignants du secondaire et du primaire. S'agissant des enseignants du primaire, ils citent les travaux d'Ida Berger (1979), de Marie Duru-Bellat/Agnès Henriot van Zanten (1999), de Claude Thélot (1994) et de Frédéric Charles (1998) en indiquant que leur thèse va dans le sens d'un recrutement moins populaire chez les enseignants du primaire par rapport à une période précédente.

« Le recrutement social des enseignants du premier degré serait devenu moins populaire. Comparant, à vingt ans de distance, les données de deux enquêtes auprès d'instituteurs parisiens (1953-1954 et 1973-74), I. Berger concluait qu'« un lent embourgeoisement général du milieu social des instituteurs et des institutrices se dessine de manière significative » (1). Plus récemment, le même diagnostic a été formulé par M. Duru-Bellat et A. Henriot Van Zanten (2) ou par C. Thélot (3). Les premières ont comparé dans l'enquête Formation et Qualification professionnelle de 1985, les origines sociales des membres de la profession et catégorie sociale 42 (PCS 42) « Instituteurs et assimilés » âgés de 25 à 39 ans d'une part, de 40 à 59 ans d'autre part ; le second a fait de même, avec une enquête plus récente, en rapprochant les professions exercées par les pères des instituteurs, directeurs d'école et instituteurs spécialisés « jeunes » (moins de 30 ans) et plus âgés (40 à 59 ans). F. Charles tient ainsi pour acquis qu'en France comme en Angleterre, « au cours des quarante dernières années, une transformation importante de l'origine sociale des enseignants du primaire s'est produite » (4) » (Vallet et Degenne, 2000 : 33).

Ensuite, les auteurs émettent trois types de critiques méthodologiques à l'encontre des travaux cités précédemment :

1) « D'une part, ils n'ont pas utilisé de manière aussi systématique que cela était possible les données disponibles dans les enquêtes représentatives nationales. Ne comparant que le plus souvent que deux ou trois distributions d'origine sociale, ils s'exposent ainsi à interpréter comme des tendances de fond ce qui peut provenir en partie au moins, des aléas statistiques.

2) D'autre part, les conclusions obtenues dérivent assez fréquemment de comparaisons synchroniques, réalisées à partir d'une enquête unique, entre enseignants appartenant à des groupes d'âge différents. Cette méthode ne va pas sans inconvénients. Par exemple, à une date donnée, la population des instituteurs âgés de 40 à 59 ans n'est pas strictement identique à celle des instituteurs de 20 à 39 ans que l'on aurait pu observer deux décennies auparavant : sont en effet exclus du premier groupe les individus qui, au cours de leur carrière, ont quitté l'enseignement primaire pour l'enseignement secondaire, voire pour une autre profession. La comparaison synchronique des groupes d'âge différents n'est donc pas exempte de biais pour l'évaluation de tendances temporelles.

3) Enfin et de manière sans doute plus décisive, à l'exception du travail de C. Thélot, les évolutions mises en évidence n'ont pas été confrontées à celles qu'a connues l'ensemble de la population active. On peut pourtant penser que c'est à cette aune qu'il conviendrait d'évaluer les transformations temporelles du recrutement social des enseignants. Il est dès lors permis de se demander si le « lent embourgeoisement » des instituteurs qu'I. Berger décelait dans l'augmentation de la part des pères cadres supérieurs ou professions libérales traduisait en réalité autre chose qu'un mouvement général, commun à toute la population active, d'élévation progressive de la qualification paternelle » (Vallet et Degenne, 2000 : 34).

Aussi, les auteurs pour échapper à leurs critiques proposent des analyses qui résultent « d'un effort systématique en vue de constituer, depuis les années 60, des séries temporelles aussi homogènes que possibles sur l'origine sociale des enseignants par sexe et degré d'enseignement et

*pour les comparer aux distributions homologues retenues, aux mêmes dates dans l'ensemble de la population active ayant un emploi. Procéder à des comparaisons aussi systématiques oblige à revenir sur plusieurs conclusions généralement admises »* (Vallet et Degenne, 2000 : 34). Pour leur démonstration, ils vont mobiliser pas moins de 10 enquêtes (FQP ou Emploi) dont la périodicité s'étale de 1964 à 1997, soit une durée de 34 ans.

Un certain nombre de remarques s'imposent déjà ici à la lecture de leur tableau. Les enquêtes FQP portent sur les années 1964, 1970, 1977, 1985 et 1993, et les enquêtes Emplois sur les années 1985, 1988, 1991, 1994 et 1997. Il est étonnant de voir que les auteurs mobilisent des études qui portent sur la même année (1985) mais également des enquêtes qui sont très rapprochées dans le temps (1991, 1993, 1994). Ils justifient l'utilisation des enquêtes Emplois par le fait que la dernière enquête FQP a « porté sur un effectif plus restreint que les précédents », et se proposent donc de compléter « la série au moyen des enquêtes Emploi de 1985, 1988, 1991, 1994 et 1997. Les intervalles temporels entre les enquêtes sont ainsi suffisamment réduits pour nous permettre d'observer d'éventuelles inflexions du recrutement social des enseignants » (Vallet et Degenne 2000 : 39). En fait, les enquêtes Emplois 1985, 1991 et 1994 auraient très bien pu ne pas figurer sur les tableaux proposés car les résultats sont ici redondants avec des enquêtes FQP. Leur lecture n'étant pas aisée, celle-ci en aurait été grandement facilitée. Par ailleurs, la multiplication de l'utilisation des enquêtes à 1,2 ou 3 ans d'intervalles sous prétexte « d'observer d'éventuelles inflexions du recrutement social des enseignants » ne manque pas d'étonner ici. En effet, il est douteux que des inflexions importantes dans le recrutement social des enseignants soient observables sur une si courte période, compte tenu d'une part du type d'échantillons utilisés et d'autre part de la manière dont les effets des causes liées à des inflexions éventuelles se répercutent sur la morphologie du groupe professionnel pris à un moment donné. Autrement dit, si des inflexions se sont bien produites, il est improbable qu'elles apparaissent du jour au lendemain ou plus exactement ici d'une année sur l'autre, au niveau du groupe professionnel des enseignants, tel qu'il est appréhendé dans les enquêtes mobilisées par les deux auteurs.

**TABLERAU 3**  
Ensemble des enseignants du premier degré ayant un emploi selon la catégorie socioprofessionnelle du père. Évolution entre 1964 et 1997

CSP/PCS du Père (%)	FQP 1964(1)	FQP 1970	FQP 1977 CSP	FQP 1977 PCS	FQP 1985	FQP 1985	Emploi 1985	Emploi 1988	Emploi 1991	Emploi 1993	Emploi 1994	Emploi 1997
Agriculteurs exploitants	11,4	12,3	14,5	14,7	14,5	14,5	12,2	13,0	9,7	11,0	11,2	10,1
Ouvriers agricoles	1,8	1,4	2,8	2,5	2,1	2,1	1,4	0,7	1,8	2,1	0,6	1,4
Artisans et commerçants	11,6	14,3	12,1	14,4	12,7	12,6	12,6	9,7	13,3	9,6	11,0	9,9
Chefs d'entreprise	2,3	3,0	2,3	0,7	1,6	0,4	0,4	1,1	0,5	1,5	1,1	1,2
Cadre et professions intellectuelles supérieures	8,6	9,8	11,3	7,6	12,0	12,6	12,6	12,0	10,0	7,5	13,1	13,0
Professions intermédiaires (sauf contremaîtres)	13,4	13,4	13,9	15,7	14,2	15,9	15,9	15,8	18,8	23,3	17,9	18,0
Employés et assimilés	14,6	12,4	12,0	10,6	13,3	15,2	15,2	15,8	18,3	12,1	14,5	17,9
Contremaîtres et ouvriers qualifiés	12,5	15,1	18,0	21,5	23,8	18,1	18,1	21,4	17,0	24,5	19,5	18,9
Ouvriers non qualifiés	7,2	9,7	10,1	9,0	4,6	7,9	6,7	6,7	7,6	7,2	9,0	7,0
Non déclaré ou inconnu	16,6	8,5	2,9	3,4	1,1	3,7	3,7	3,7	3,0	1,2	1,9	2,5
Total	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Indice de dissimilarité (2)(3)	26,3	22,3	17,3	16,1	17,7	20,4	17,6	17,6	20,8	15,8	15,5	18
Effectif extrapolé en milliers	319	483	559	376	390	372	364	364	386	412	351	349
Effectif réel de l'enquête	696	548	1010	661	618	1161	1136	1136	1168	225	1184	1122

(1) Dans l'enquête de 1964, la distribution selon l'origine sociale ne peut être établie que pour les individus âgés d'au plus de 46 ans.

(2) Établi par comparaison aux distributions présentées dans le tableau 1 de l'article de Louis-André Vallet et Annick Degenne présenté à la page 35.

(3) Cet indice est égal à la demi-somme des valeurs absolues des différences calculées, pour chaque poste de la nomenclature d'origine sociale, entre la population active occupée et l'ensemble des enseignants. Il indique la proportion d'enseignants qui devraient « changer d'origine sociale » afin que la population des futurs enseignants devienne semblable à toute la population active masculine occupée.

**Source :** Reproduction du tableau 3 issu de l'article de Louis-André Vallet et Annick Degenne, p. 37.

Ainsi, à aucun moment, les deux auteurs ne prennent en compte dans leur analyse le fait que le corps enseignant étudié ne se renouvelle complètement que sur une période de 37 ans et qu'il faut donc du temps pour que les dynamiques fassent sentir leurs effets.

Ainsi, à aucun moment, les deux auteurs ne prennent en compte dans leur analyse le fait que le corps enseignant étudié ne se renouvelle complètement que sur une période de 37 ans et qu'il faut donc du temps pour que les dynamiques fassent sentir leurs effets.

Ainsi, à aucun moment, les deux auteurs ne prennent en compte dans leur analyse le fait que le corps enseignant étudié ne se renouvelle complètement que sur une période de 37 ans et qu'il faut donc du temps pour que les dynamiques fassent sentir leurs effets.

Ainsi, à aucun moment, les deux auteurs ne prennent en compte dans leur analyse le fait que le corps enseignant étudié ne se renouvelle complètement que sur une période de 37 ans et qu'il faut donc du temps pour que les dynamiques fassent sentir leurs effets.

Dès lors, lorsqu'ils comparent l'évolution du recrutement social des enseignants (tous corps confondus) avec celle de la population active, il est en somme assez normal qu'ils en arrivent à conclure qu'« en plus de trois décennies, le recrutement social des enseignants n'a donc guère été bouleversé... De 1964 à 1997, la proportion d'enseignants enfants de cadre ou d'un homme exerçant une profession intermédiaire a crû de 24 % à 36 %. Ce sont aujourd'hui un peu plus d'un tiers des instituteurs et des professeurs qui sont issus de ce milieu social, mais l'augmentation intervenue est dans la droite ligne de celle qu'a connue l'ensemble de la population active occupée (de 7 % à 17 %)... Voilà qui met quelque peu à mal l'idée, communément admise d'une tendance de long terme à l'« embourgeoisement » du milieu enseignant » (Vallet et Degenne 2000, p. 36). Sur ce dernier point, on notera le glissement sémantique opéré par les auteurs. Initialement, à propos de l'embourgeoisement des enseignants, ils avaient cité Ida Berger dont les propos désignaient **explicitement** les enseignants du primaire et non ceux du secondaire<sup>8</sup>. L'amalgame opéré n'est pas neutre car il tend à mettre sur le même pied deux professions dont les modalités de recrutement et de rémunération jusqu'à une période récente, liée à la création des IUFM en 1991, étaient loin d'être homogènes.

8/ Ses propos sont : « En résumé, un lent embourgeoisement général du milieu social des instituteurs et des institutrices se dessine de manière significative » (Berger, 1979 : 25).

Plus précisément, d'autres observations doivent être émises à propos de l'analyse de l'évolution de l'origine sociale des enseignants, telle qu'elle est envisagée par les deux auteurs. Dans leur article, ils ne se réfèrent jamais à l'histoire du système éducatif en général et à l'histoire particulière de l'évolution des modes de recrutement des différents corps enseignants. Ainsi, à l'intérieur du corps des enseignants du primaire, les données mobilisées par les auteurs ne sont pas en mesure d'établir la proportion des enseignants recrutés selon les différents concours donnant accès à la profession à différents moments de son histoire (concours fin de 3<sup>e</sup> entre 1945-1977, concours post-baccalauréat entre 1945-1984, concours Deug entre 1986-1990, concours licence (1991-2004), et recrutements par le biais des suppléances entre 1945 et 1991). Du coup, la constitution des échantillons des enseignants du primaire pose problème à plus d'un titre. En effet à l'intérieur de ces derniers, nous ne connaissons ni leur composition selon les différentes classes d'âge des enseignants, ni les différents modes de sélection qui ont conduit à leur recrutement. Or, selon la période et les modes de recrutement, nous avons pu constater que l'origine sociale des enseignants a évolué fortement et que cette évolution n'était pas seulement imputable à l'évolution indéniable de la structure sociale de la population active. D'une certaine manière, on peut adresser ici le même type de reproche aux deux auteurs que celui qu'ils formulaient à propos des comparaisons synchroniques d'enseignants de groupes d'âges différents dont ils nous disaient qu'elles n'étaient pas exemptes de biais dans l'évaluation des tendances temporelles. En ne prenant pas en compte dans leur exposé les évolutions du marché du travail et de l'emploi féminin et en utilisant des échantillons qui ne distinguent pas les différents moments et modalités d'accès à ce groupe professionnel, les deux auteurs ne sont pas vraiment en mesure nous semble-t-il :

**L'amalgame opéré n'est pas neutre car il tend à mettre sur le même pied deux professions dont les modalités de recrutement et de rémunération étaient loin d'être homogènes.**

1) de montrer l'ampleur des transformations constatées dans l'origine sociale des enseignants du primaire et intervenues à un moment donné.

2) de déterminer à quels moments ces transformations se sont produites.

3) d'expliquer les transformations constatées autrement que par une explication de type mono causale à savoir une évolution concomitante avec les modifications de la structure sociale.

Enfin et sans doute de manière plus décisive, la méthode statistique utilisée par les deux auteurs (indice de dissimilarité) ne semble

pas être la plus appropriée ici pour analyser leurs données car cette méthode ne permet pas de montrer le sens et l'intensité des évolutions. Par contre, pour analyser et caractériser l'élévation de l'origine sociale des enseignants du premier degré (22 % à 31 %) en sachant que la population active est passée, pour cette catégorie de 7 % à 17 %, une réponse classique consiste à utiliser les Odds-ratios (Vallet 1988). Dans leur article, les deux auteurs opposent les "origines populaires" composées par les enfants d'agriculteurs exploitants, d'ouvriers agricoles, de contremaîtres, d'ouvriers qualifiés ou non (Vallet et Degenne 2000 : 35) avec une origine caractérisant l'embourgeoisement repéré ici par l'appartenance à la catégorie des cadres/professions intellectuelles supérieures et à celles des professions intermédiaires. Si l'on prend les valeurs extrêmes dans le temps, on obtient les évolutions suivantes en considérant le reste comme étant pour nos auteurs ce qui n'est ni supérieur ni populaire, donc moyen et qui comprend alors les catégories des artisans/commerçants, des chefs d'entreprise et des employés/assimilés.

**Pour analyser et caractériser l'élévation de l'origine sociale des enseignants du premier degré (22 % à 31 %) en sachant que la population active est passée, pour cette catégorie de 7 % à 17 %, une réponse classique consiste à utiliser les Odds-ratios.**

**TABLEAU 4**

Evolution de la composition sociale de la population active et des enseignants du primaire entre 1964 et 1997

Groupes sociaux	Population active		Instituteurs et PE	
	1964	1997	1964	1997
Supérieur	6,9	16,8	22,0	31,0
Populaire	59,2	53,2	32,9	37,4
Moyen	33,9	30,0	45,1	31,6

**Source :** Données calculées à partir du tableau 3 de Vallet, Degenne, *art. cit.*, p. 37 et selon leurs principes de catégorisation des groupes sociaux.

En 1964, les chances d'être originaire des catégories supérieures 6,9 % contre le risque de ne pas en être (100-6,9) est pour l'ensemble de la population active égale à 0,074, soit un rapport de 6,9/(100-6,9). En 1997, le même rapport est de 16,8/(100-16,8) et est égal à 0,201. Ainsi, de 1964 à 1997, les chances sont passées de 0,074 à 0,201 c'est-à-dire qu'elles ont été multipliées par 2,7 (rapport appelé classiquement Odds-ratios ou OR, ici 0,201/0,074). Pour la même période, le multiplicateur a été de 1,6 pour le premier degré. On peut déjà dire que l'embourgeoisement des enseignants du primaire a été moins fort que celui de la population active.

**TABLEAU 5**

Comparaison de l'« embourgeoisement » de la population active et des enseignants du primaire entre 1964 et 1997

« Embourgeoisement »	Population active		Instituteurs et PE	
	1964	1997	1964	1997
OR rapport des chances ch 1997/ch 1964	2,72		1,59	
Inverse de l'OR ch 1964/ch 1997	0,37		0,63	

Si on considère maintenant les origines populaires, comme la proportion a baissé dans la population active, les chances d'en être issues ont été divisées par 1,3, tandis que dans le premier degré, elles ont été multipliées par 1,2.

**TABLEAU 6**

Comparaison de la « popularisation » de la population active et des enseignants du primaire entre 1964 et 1997

« Popularisation »	Population active		Instituteurs et PE	
	1964	1997	1964	1997
OR rapport des chances ch 1997/ch 1964	0,78		1,15	
Inverse de l'OR ch 1964/ch 1997	1,28		0,87	

Avec les données mobilisées et le type de catégorisations utilisées par les deux auteurs, il apparaît en fait que le recrutement des enseignants du primaire au cours de cette période s'est donc à la fois **embourgeoisé et popularisé**. Les deux interprétations se tiennent ici et paradoxalement si l'une est vraie, l'autre n'est pas fausse. En effet, dans ce raisonnement il faut tenir compte d'une tierce partie, les catégories moyennes. Entre les deux périodes, pour l'ensemble de la population active comme pour la catégorie des enseignants du primaire, on observe une baisse de la représentation des catégories moyennes, soit une « démoyennisation ». En effet, les chances de moyennisation ont été divisées par 1,2 pour la population active et par 1,8 pour le premier degré.

**TABLEAU 7**

Comparaison de la « moyennisation » de la population active et des enseignants du primaire entre 1964 et 1997

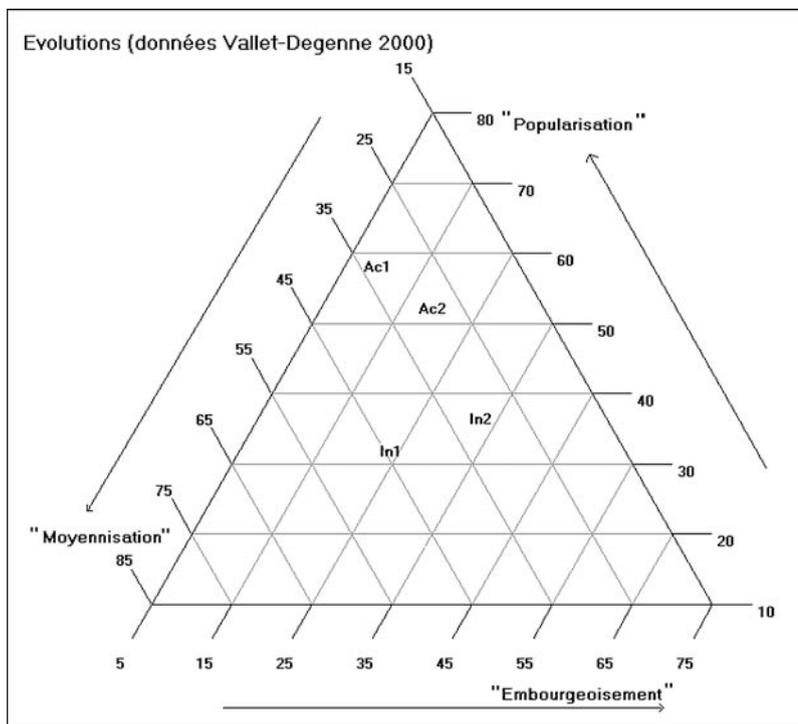
« Moyennisation »	Population active		Instituteurs et PE	
	1964	1997	1964	1997
OR rapport des chances ch 1997/ch 1964	0,84		0,56	
Inverse de l'OR ch 1964/ch 1997	1,20		1,78	

La comparaison est rendue ici difficile par le fait que l'on se situe ici dans un espace non pas à deux mais à trois dimensions. Pour éclaircir cette situation, il convient donc d'utiliser une représentation graphique qui soit cohérente avec ces trois dimensions en élaborant un graphique triangulaire où chaque point représente une situation et une année.

Dans le graphique I, **Ac1** et **Ac2** représentent la population active en début et en fin de période et **In1** et **In2** correspondent aux instituteurs puis aux PE. On n'a pas représenté toute la surface du graphique avec des pôles correspondant à 100 % d'une dimension, mais seulement la partie utile. En haut se trouve le pôle des origines populaires (agriculteurs exploitants ou ouvriers agricoles, contremaîtres, ouvriers qualifiés ou non), à droite le pôle des origines supérieures (classes supérieures et intermédiaires), à gauche le pôle du reste, c'est-à-dire des classes moyennes composées des artisans/commerçants, des chefs d'entreprises, des employés et des situations indéterminées. Par exemple, Ac1 correspond à 6,9 % de classes supérieures, 59,2 % de milieux populaires (c'est le point où l'origine populaire est maximum) et 33,9 % de situations moyennes. Entre les deux périodes, la population active (de Ac1 à Ac2) est descendue ce qui exprime une baisse des milieux populaires (OR = 0,78) en allant à droite ce qui traduit à la fois une croissance des classes supérieures (OR = 2,72) et une baisse des milieux moyens (OR = 0,84).

Que peut-on dire du passage d'In1 à In2 ? En toute logique, comme l'affirment les deux auteurs dans leur article, on devrait alors observer pour les enseignants du primaire « une évolution parallèle » (Vallet et Degenne 2000 : 34) à celle qui est constatée pour les non-enseignants, ici les deux populations actives Ac1 et Ac2. Or, le mouvement ne va pas dans la même direction que celle qui est prise par Ac1 et Ac2. En effet, on observe une montée qui traduit la croissance des milieux populaires (OR = 1,15) et la baisse des milieux moyens (OR = 0,56) ainsi qu'un déplacement à droite qui marque la croissance des milieux supérieurs (OR = 1,59). Avec la méthode des Odds-Ratios, on constate donc que la population dans son ensemble se dépopularise, se « démoyennise » et s'embourgeoise alors que les enseignants du primaire s'embourgeoisent (moins que l'ensemble de la population), se popularisent (à l'encontre de la population globale) et perdent en classes moyennes (plus que la population globale). On le voit cette méthode apporte donc un éclairage différent sur l'évolution de l'origine sociale des enseignants, éclairage qui contredit quelque peu la thèse avancée par les deux auteurs.

Graphique I



Par ailleurs, la méthode des Odds-ratios appliquées à nos données (tableau 1) ne remet pas en cause nos conclusions. En effet, on constate que l'embourgeoisement dans les Écoles Normales parisiennes est nettement plus important et que la dépopularisation et la « démoyennisation » sont également plus fortes (les trois OR des actifs sont plus proches de 1). C'est le seul cas où l'on puisse calculer des OR de tendance entre populations et enseignants.

TABLEAU 8

Comparaison des évolutions, par le biais des OR, de la population active de la région parisienne avec la population normalienne de Paris

	Actifs Masc RP		EN Paris	
	1968	1982	1955-73	1974-84
OR « Embourgeoisement »	1,75		4,29	
OR « Popularisation »	0,69		0,33	
OR « Moyennisation »	0,83		0,41	

D'un autre côté, on note un renversement de tendance plus ou moins accentué pour le recrutement des enseignants du primaire de

Paris (1974-84), quand on l'oppose aux recrutements des académies de Versailles (1996) et de Créteil (2001/02).

**TABLEAU 9**

Comparaison des évolutions, par le biais des OR, de l'origine sociale des enseignants issus de la région parisienne selon la période de recrutement et l'académie

	EN Paris 1974-84	IUFM Versailles 1996	EN Paris 1974-84	IUFM Créteil 2001-02
OR Classes supérieures		0,89		0,54
OR Milieux populaires		0,85		1,48
OR Classes moyennes		1,37		1,74

Les chances d'être issus des classes supérieures sont un peu plus faibles, pour l'IUFM de Versailles où elles ont été divisées par 1,13 (1/0,89) mais surtout pour l'IUFM de Créteil où elles ont été divisées par 1,86 (1/0,54). Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'IUFM de Créteil pour les milieux populaires est le seul cas où l'on note une « popularisation », quant à la « moyennisation », elle est présente dans les deux académies.

Enfin quand on considère l'enquête de la DEP menée au niveau national en 2000 auprès des professeurs des écoles par rapport aux actifs masculins en France en 1999, il ressort alors que quand on est professeur des écoles, on a 2,77 plus de chances d'être issus des classes supérieures que les actifs masculins<sup>9</sup>. Par contre, on a nettement moins de chance d'être issu des milieux populaires (chances divisées par  $1/0,32 = 3,09$ ) et juste un petit peu moins de chances d'appartenir aux classes moyennes (chances divisées par  $1/0,87 = 1,16$ ). Dans la Figure 2, les mêmes regroupements que précédemment ont été faits pour se situer dans un espace triangulaire où l'on trouve également les données précédentes de la Figure 1 (Population active, instituteurs 1964 et 1997).

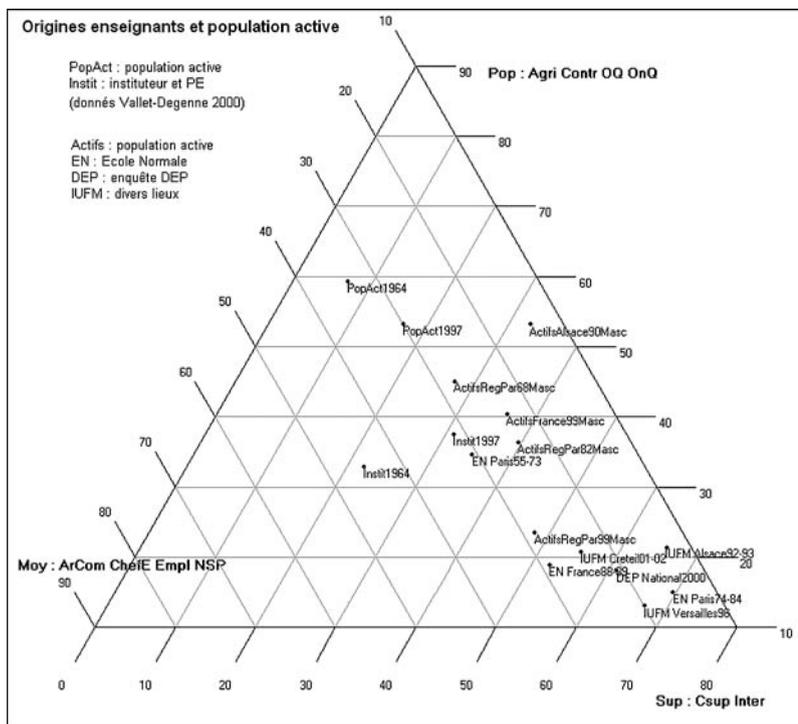
**TABLEAU 10**

Comparaison, par le biais des OR, entre les actifs et les professeurs de écoles selon l'origine sociale

	France entière	
	Actifs Masc. 1999	DEP.2000
OR Classe supérieure		2,77
OR Milieux populaires		0,32
OR Classes moyennes		0,87

9/ Ici, on ne peut pas comparer les OR de tendance, mais seulement les OR de différence à une même époque.

Graphique 2



## CONCLUSION

La thèse soutenue par Louis-André Vallet et Annick Degenne dans leur article s'appuie nous semble-t-il sur une conception de l'espace social et de sa reproduction relativement mécanique et neutre<sup>10</sup>. Dans cette conception, il n'y a pas de concurrence pour s'approprier les places, des postes ou des positions plus ou moins rares sur un marché du travail qui a considérablement évolué durant la période étudiée (Chauvel, 2006). Il n'y a pas non plus de stratégies scolaires spécifiques dans certaines familles pour faire en sorte que les enfants aient la meilleure scolarité possible et puissent obtenir un capital scolaire et les dispositions nécessaires qui leur permettent de s'insérer socialement dans de bonnes conditions (Bourdieu, 1994 ; Lazuech, 2000). De même, on y trouve peu de place pour les processus d'élimination différée au sein de l'École qui touche inégalement les élèves selon leur origine sociale et les luttes silencieuses que se livrent les individus et leur famille pour s'approprier les positions au sein de l'espace social.

**La thèse soutenue par Louis-André Vallet et Annick Degenne dans leur article s'appuie nous semble-t-il sur une conception de l'espace social et de sa reproduction relativement mécanique et neutre.**

10/ Cette conception apparaît dans la présentation de leurs tableaux où les CSP/PCS ne sont pas hiérarchisées.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'analyse historique et les explications pluricausales sont ici nécessaires pour comprendre les deux grandes transformations qui ont affecté le groupe professionnel des enseignants du primaire au cours des cinquante dernières années, à savoir la très forte élévation de l'origine sociale des accédants au métier et l'accroissement de sa féminisation déjà très élevée avant la seconde guerre mondiale. Ces deux transformations entretiennent des relations étroites, compte tenu de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail à partir des années soixante-dix (Maruani, 2003).

De même, compte tenu du rythme de renouvellement du corps des enseignants du primaire et de la méthode utilisée par les deux auteurs pour appréhender l'évolution de l'origine sociale des enseignants, il était difficile de voir apparaître dans leurs résultats une rupture importante dans cette évolution (Grémy, 1989). D'une certaine manière, on pourrait même avancer que leur méthode avait plus de chances de masquer cette évolution que de l'objectiver réellement.

Par ailleurs, les auteurs semblent ne pas prendre en compte la relation étroite, maintes fois observée et jamais encore démentie entre l'origine sociale des élèves/étudiants, la réussite dans les études secondaires générales, supérieures et menant aux concours des différentes professions intellectuelles supérieures de la fonction publique ou aux emplois du secteur privé (Dethare, 1998 ; Le Cosquer et Férault, 2001, Hérault et Labarthe 2002). Le fait que depuis 1991 tous les enseignants soient aujourd'hui recrutés sur la base d'une licence et d'un concours sélectif voire très sélectif selon les académies et le contexte de recrutement aurait dû logiquement les amener à comparer leurs résultats avec d'autres professions situées au même niveau de la hiérarchie sociale. À ce degré de la hiérarchie, compte tenu du rôle central pris au cours des dernières décennies par le capital scolaire dans le processus de reproduction sociale des individus, l'origine sociale des accédants à ces professions ou à ces emplois correspond rarement à la structure sociale de la population active du moment.

**Il faut souligner à nouveau les enjeux liés à cette controverse dont il serait dommage qu'elle soit seulement perçue comme un simple débat sur une question de méthode statistique.**

Pour finir, il faut souligner à nouveau les enjeux liés à cette controverse dont il serait dommage qu'elle soit seulement perçue comme un simple débat sur une question de méthode statistique. Tout d'abord au moment où une réforme vise à l'élévation du recrutement des enseignants du primaire au niveau d'un Master 2, il apparaît que nos résultats liés à l'accès à ce groupe professionnel sont bien convergents avec les analyses de

Louis Chauvel (2006) et les derniers travaux de l'Insee sur la mobilité sociale ascendante (Dupays, 2006), travaux qui indiquent que cette dernière est nettement moins facile pour les nouvelles générations nées après 1968. Ensuite, comme Lucy Tanguy (1991) l'a bien montré à propos de l'enseignement professionnel en France et de l'évolution morphologique de ce groupe professionnel, la question des transformations de l'origine sociale des enseignants peut difficilement être dissociée des transformations concomitantes et progressives des pratiques didactiques observées chez les nouveaux entrants dans le métier.

De même, avec la transformation morphologique des enseignants du primaire, la distance croissante entre les caractéristiques des enseignantes et celles de leurs élèves est probablement un facteur d'aggravation des inégalités sociales face à l'École pour les élèves issus des milieux populaires. En effet, le rapport cultivé à la culture scolaire mais également le mode de socialisation primaire des nouvelles enseignantes ne les prédisposent sans doute pas favorablement au développement des capacités de perception et d'analyse des difficultés spécifiques et des stratégies d'appropriation des savoirs des élèves d'origine populaires (Zimmerman, 1978). De ce fait, les grands perdants de la fin de l'agencement Ferry et de l'évolution concomitante de la morphologie sociale des enseignants du primaire au cours des cinquante dernières années, sont d'abord les parents des milieux populaires et leurs enfants qui ont bien du mal à se retrouver dans le nouveau mode de socialisation et les nouvelles pédagogies dispensées par l'école élémentaire d'aujourd'hui. Si on accorde du crédit aux théories de Bernstein qui ont objectivé la diffusion des pédagogies nouvelles/invisibles au sein de l'école maternelle dans un premier temps puis au sein de l'école élémentaire, pédagogies qui généralement sont mal comprises et peu maîtrisées par les parents des milieux populaires, il nous semble alors que les résultats auxquels nous sommes arrivés corroborent à leur manière ces théories. En effet, pour que ces pédagogies invisibles, centrées sur le développement de la personne, puissent se propager aussi largement et promptement au sein de l'institution scolaire primaire, il fallait aussi que leurs messagers soient socialement disposés à les diffuser. L'arrivée très importante des femmes issues des catégories supérieures et des fractions des classes moyennes dans le groupe professionnel des enseignants du primaire et la fermeture corrélatrice et relative de ce groupe au cours de la période étudiée sont sans doute des facteurs qui permettent de mieux comprendre le processus

par lequel ces nouvelles pédagogies ont pu se répandre aussi vite et massivement dans les écoles en France et en Angleterre à partir de la fin des années 60.

Frédéric Charles  
 Université de Picardie Jules Verne  
 Laboratoire CRESPPA, GTM  
 UMR 7217  
 CharlesFDr@aol.com

Philippe Cibois  
 Université de Versailles – St-Quentin  
 Laboratoire Printemps CNRS  
 phcibois@wanadoo.fr

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERGERI., 1979 *Les Instituteurs d'une génération à l'autre.* Paris : PUF.
- BERNSTEIN B., 1975 *Classe et pédagogies : visibles et invisibles, Études sur les sciences de l'apprentissage 2,* Centre pour la recherche et l'innovation (CERI), OCDE, in : Deauvieu J., Terrail J.-P. (éds) 2007, *Les sociologues, l'école et la transmission des savoirs.* Paris : La Dispute. p. 85-112.
- BERNSTEIN B., 1981 *Langage et classes sociales. Codes sociolinguistiques et contrôles sociaux.* Paris : Éditions de Minuit. Bourdieu P., 1994. *Raisons pratiques.* Paris : Seuil.
- CACOUAULT M., OEUVRARD F., 1995, 2001 et 2003 *Sociologie de l'éducation.* Paris : La Découverte.
- CACOUAULT M., 2003 *La sociologie de l'éducation et les enseignants : cherchez la femme...*, in : Laufer J., Mary C., Maruani M. (éds), *Le travail du genre.* Paris : La Découverte-Mage.
- CHAMBOREDON J.-C., PREVOT J., 1973 *Le métier d'enfant. Définition sociale de la prime enfance et fonction différentielle de l'école maternelle,* *Revue Française de Sociologie*, XIV, p. 295-335.
- CHANET J.-F., 2007 *Des institutrices pour les garçons. La féminisation de l'enseignement primaire en France des années 1880 aux années 1920,* in *L'éducation des filles XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles,* numéro spécial 115-116 de la *Revue Histoire de l'Éducation*, sous la direction de Caspard P., Luc J.-N. et Rogers R., INRP, p. 171-193.
- CHARLES F., 1988 *Instituteurs : un coup au moral. Genèse d'une crise de reproduction.* Paris : Ramsay.
- CHARLES F., CLÉMENT J.-P., 1997 *Comment devient-on enseignant ? Les IUFM et leurs publics.* Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg.

- CHARLES F., ROUSSEL R., 1997 *Les professeurs des écoles. Une petite noblesse d'État ou des professionnels compétents*, Rapport de recherche, IUFM de Versailles.
- CHARLES F., 1998 L'accès à l'enseignement primaire en France et en Angleterre : dispositions et processus de cooptation pour occuper un emploi féminin, *Revue Française de pédagogie*, n° 124, p. 29-42.
- CHARLES F., 2006 Le renouvellement du groupe professionnel des enseignants : une chance de mobilité sociale pour les jeunes issus des immigrations ?, *Formation Emploi*, n° 94, p. 59-72.
- CHARLES F., LEGENDRE F., 2006 *Les enseignants issus des immigrations : modalités d'accès au groupe professionnel, représentations du métier et de l'école*. Paris : Centre Henri Haigueperse, Éditions Sudel.
- CHAUVEL L., 1999 *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au xx<sup>e</sup> siècle*. Paris : PUF.
- CHAUVEL L., 2006 *Les classes moyennes à la dérive*. Paris : Seuil.
- DALE A., 1993 Le rôle de l'analyse secondaire dans la recherche en sciences sociales, *Sociétés Contemporaines*, n° 14/15, p. 7-21.
- DEAUVIEAU J., 2005 Le monde enseignant, in Jean Pierre Terrail (éd), *L'école en France, Crises, pratiques, perspectives*. Paris : La Dispute, p. 41-54.
- DETHARE B., 1998 Les classes préparatoires aux grandes écoles, *Note d'information 98-19*, MEN, DEP.
- DUBET F., MARTUCCELLI D., 1996 *À l'école, Sociologie de l'expérience scolaire*. Paris : Seuil.
- DUBET F., 2002 *Le déclin des institutions*. Paris : Seuil.
- DURU-BELLAT M., HENRIOT VAN ZANTEN A., 1992 2<sup>e</sup> édition 1999, *Sociologie de l'éducation*. Paris : Armand Collin, coll « U Sociologie ».
- DUPAYS S., 2006 En un quart de siècle la mobilité sociale a peu évolué, *Données sociales, La société française*, Insee, p. 343-349.
- JABOIN Y., 2007 Les déterminants sociaux et scolaires des carrières enseignantes. Le cas des professeurs stagiaires à l'IUFM de Bretagne, *Carrefours de l'Éducation*, n° 23, p. 119-135.
- JACQUET-FRANCILLON F., 1997 Les conquêtes féminines dans l'enseignement, Actes du colloque « *Défendre et transformer l'École pour tous* », Organisé par l'IUFM d'Aix-Marseille, Marseille 3-5 octobre, p. 1-9.
- GEAY B., 1999 *Professions : Instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*. Paris : Seuil.
- GREMY J.P., 1989 Problèmes de l'analyse secondaire in Girard A et Malinvaud E (Eds), *Les enquêtes d'opinion et la recherche en sciences sociales*. Paris : L'Harmattan, Collection Logiques Sociales, p. 51-87.
- GUILLUY CH., NOYE CH., 2004 *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Édition Autrement/Le Mémorial de Caen.
- HÉRAULT D., LABARTHE G., 2002 Les étudiants inscrits en médecine en janvier 2002, *Note d'information 03-48*, MEN-DEP.

- LAHIRE B., 2001 La construction de l'« autonomie » à l'école primaire : entre savoirs et pouvoirs, *Revue Française de Pédagogie*, n° 135, mai-juin.
- LAPREVOTE G., 1984 *Les écoles normales primaires en France 1879-1979, Splendeurs et misère de la formation des maîtres*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon.
- LAZUECH G., 2000 « Recruter, être recruté. L'insertion professionnelle des jeunes diplômés D'écoles d'ingénieurs et de commerce », *Formation Emploi*, n° 69, p. 5-19.
- LE COSQUER C., FERAULT D., 2000 Les écoles de commerce et de gestion. Évolution de 1980 à 2000, *Note d'information 01-12*, MEN DEP.
- MARUANI M., 2003 *Travail et emploi des femmes*. Paris : La Découverte.
- PERIER P., 2001 Devenir professeur des écoles. Enquête auprès des débutants et anciens instituteurs, *Les dossiers*, n° 123, MEN-DPD.
- PLAISANCE E., 1986 *L'enfant, la maternelle, la société*. Paris : PUF.
- PROST A., 1968 *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*. Paris : Armand Colin.
- QUEMIN A., 2002 *De l'espace privé à l'espace professionnel, les commissaires-priseurs*, in : *La révolution des métiers*, (Dir. Piotet F.). Paris : PUF.
- RAME S., 1999 *L'insertion professionnelle et sociale des néo-enseignants*. Paris : L'Harmattan, Collection Logiques sociales.
- RAYOU P., VAN ZANTEN A., 2004 *Enquête sur les nouveaux enseignants. Changeront-ils l'École ?* Paris : Bayard.
- Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche, 2007* MEN-DEP.
- ROUSSEL R., 1987 *De l'école primaire à l'école élémentaire*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle en sociologie sous la dir. de V. Isambert-Jamati, Paris V.
- ROUSSEL R., 2002 Les professeurs des écoles : une petite noblesse d'état ou des professionnels compétents, in : *Insertions et évolutions professionnelles dans le milieu enseignant* (dir. Ramé S). Paris : L'Harmattan.
- MERLE P., 2002 *La démocratisation de l'enseignement*. Paris : La Découverte.
- TANGUY L., 1991 *L'enseignement professionnel en France*. Paris : PUF.
- THELOT C., 1994 L'origine sociale des enseignants, *Éducation et Formations*, n° 37, MEN-DEP, p. 19-21.
- VALLET L.-A., 1988 L'évolution de l'inégalité des chances devant l'enseignement, *Revue Française de Sociologie*, XXIX, p. 395-423.
- VALLET L.-A., DEGENNE A., 1999 L'origine sociale des enseignants par sexe et niveau d'enseignement, *Rapport pour le MEN-DEP*, 1999.
- VALLET L.-A., DEGENNE A., 2000 L'origine sociale des enseignants par sexe et niveau d'enseignement. Évolution entre 1964 et 1997, *Éducation et formations*, n° 56, p. 33-40.
- ZIMMERMAN C., 1978 Un langage non verbal de classe : les processus d'attraction-répulsion des enseignants à l'égard des élèves en fonction de l'origine familiale de ces derniers, *Revue française de pédagogie*, n° 44, juillet-août, p. 46-70.